



Gouvernement
du Sénégal



Célébration Annuelle de la Journée de la Renaissance Scientifique de l'Afrique (JRSA)

Mardi 2 juillet 2024 / Musée des civilisations Noires

Sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

Thème: « *la souveraineté alimentaire, droit ou objectif de politique ?* »

Note conceptuelle

I. Rappel

La présente note conceptuelle s'emploie à circonscrire la préparation de la JRSA 2024 portant sur le thème *«la souveraineté alimentaire, droit ou objectif de politique ?»*

A cet égard, la JRSA de cette année permettra de faire des exposés scientifiques sur l'une des thématiques contemporaines majeures, dans le cadre du dialogue permanent que l'ANSTS doit entretenir avec la Société, en y soulignant sa complexité, son caractère multidimensionnel et multidisciplinaire, ainsi que la pluralité des facettes et des acteurs. La JRSA constitue ainsi un jalon majeur de l'agenda de l'ANSTS sur la sécurité et la souveraineté alimentaire et nutritionnelle.

II. Prémisses

Cette Note illustre plusieurs prémisses, parmi lesquelles :

1) Le concept de souveraineté alimentaire occupe présentement un score des plus élevés, du point de vue de son utilisation dans les politiques publiques, du nord comme du sud. Ceci résulte de la turbulence du marché international des produits agricoles qui, tout naturellement, peut induire des crises alimentaires graves. En réalité, ce concept a été porté et exposé avec brio par Via Campesina, lors du sommet mondial de l'alimentation, tenu à Rome en 1996. Il a été défini comme suit: **«le droit des pays à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires»**. I

2) L'objectif visé par les pays en développement doit-il être une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, adossée à une politique de souveraineté alimentaire. ?

3) La souveraineté alimentaire doit-elle être interprétée comme une autarcie mais plutôt comme un refus de confier à d'autres la charge de nous nourrir et assurer une participation réfléchie à l'animation du marché international de produits agricoles, avec une mise en avant de nos avantages comparatifs ?

4) La recherche d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle avec, comme levier, une politique de souveraineté alimentaire ne devrait-elle pas comprendre plusieurs dimensions ? dont, entre autres

- a) **La première dimension** : assurer une autosuffisance pour nos produits de base,
- b) **La deuxième dimension** : minimiser les importations et diversifier nos sources d'approvisionnement internes.
- c) **La troisième dimension**: relancer nos exportations en considérant nos avantages comparatifs,
- d) **La quatrième dimension** : réhabiliter et fortifier notre tissu agro-industriel, notamment en considérant les Industries agricoles et agro-alimentaires (IAA)
- e) **La cinquième dimension** : durabilité des capacités productives de nos écosystèmes.

5) Notre plaidoyer doit résister à l'érosion du facteur temps. Il tient à la construction de systèmes d'innovations. Sous ce vocable, nous entendons une parcellisation des responsabilités entre les différents acteurs publics et privés et une agrégation de leurs contributions à travers un actionnariat rural.

6) C'est pourquoi la sécurité alimentaire et nutritionnelle est interdisciplinaire et multisectorielle car elle inclut plusieurs disciplines et plusieurs secteurs de la vie économique et sociale. Pour le Sénégal, la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle doit inclure et impliquer la quasi-totalité du Gouvernement, notamment les Ministères chargés de l'Agriculture et de l'Élevage, du Commerce et de l'industrie, de la pêche et l'aquaculture, de l'environnement, de l'hydraulique, des infrastructures et transports, de la Formation professionnelle, du Travail, de l'Emploi, de la Santé, de la femme, de la Famille et des Solidarités, de la jeunesse, etc... Ces deux derniers Ministères sont inclus à cause du fait qu'au Sénégal et dans la plupart des pays Africains, les femmes et les jeunes représentent plus de 65 % de la population, un dividende démographique important pour assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable en Afrique.

III. Perspectives

Aussi, il s'avère que la souveraineté alimentaire doit être une pierre angulaire dans la structuration des interventions de l'Etat, tout en veillant aux rattachements indispensables avec l'opérationnalisation du One Health, la sécurité sanitaire des aliments, la production et la valorisation des plantes médicinales et espèces végétales à haute valeur ajoutée, des Produits forestiers non ligneux (PFNL) alimentaires.

En outre, il a été observé que la conservation, le stockage, le conditionnement, la transformation et le développement des chaînes de valeur des produits agricoles, de l'élevage et des produits animaux, de la pêche et de l'aquaculture, de la foresterie et de l'agroforesterie sont très importants pour parvenir à une souveraineté alimentaire durable.

Pour agir sur le présent, il convient de veiller à mener une prospective robuste concernant l'Agriculture (*sensu lato*) et le développement rural, d'une part, et d'autre part, à s'appuyer sur l'analyse historique des mêmes domaines afin d'en tirer les meilleurs enseignements et des leçons.

Il est préconisé la mise en place de groupes de travail sur les leviers de sécurité alimentaire et nutritionnelle adossée à une politique de souveraineté alimentaire que sont les agricultures urbaines et péri-urbaines, les coopératives en amont des filières agricoles, la formation des prix au producteur et au consommateur des produits agricoles.

Un premier chantier dans ce cadre est la création d'un groupe de travail sur l'analyse de la chaîne de valeur de l'arachide et la proposition d'une stratégie de relance contribuant à une souveraineté alimentaire durable.

Un deuxième chantier est la création d'un groupe de travail pour réfléchir sur la conservation, le stockage et le développement des chaînes de valeurs des produits Agricoles *sensu lato*. Les pertes post récolte, post abattage, post mulsion et post-capture étant très importantes au Sénégal, la mise en œuvre d'une stratégie pour leur réduction se pose avec acuité. Avec l'expertise scientifique disponible, il convient de rédiger une note destinée aux décideurs sur la réduction des pertes post-récolte.

IV. Conclusion

Le combat du siècle de l'Afrique, c'est mettre fin à ce triste tableau : être un continent importateur de produits alimentaires et détenir 65% des terres arables du monde non exploitées, disposer d'une grande diversité agro-écologique, d'importants fleuves et cours d'eau, d'une très importante façade maritime, avoir une population jeune et des technologies insuffisamment utilisées.